



Accord de financement Prêt N° : 2000001456 et Don N° : 200001442

Recrutement d'un cabinet/bureau d'étude pour réaliser une étude d'analyse de la vulnérabilité des moyens d'existence aux changements climatiques et documenter les innovations et les pratiques paysannes d'adaptation et de résilience au changement climatique

Termes de référence

1. PRESENTATION DU PASA-NK

Le projet d'appui au secteur agricole du Nord Kivu (PASA NK) est une intervention du gouvernement de la République démocratique du Congo cofinancé par (i) le Fonds International de développement agricole (FIDA), (ii) le Fonds de Développement des pays exportateurs de pétrole (OFID), (iii) l'Etat Congolais et (iv) les bénéficiaires. Le Projet vise à consolider et rentabiliser les filières maïs, riz, pomme de terre et café en faveur de 33.400 ménages de petits producteurs dans les territoires de Nyiragongo, Rutshuru, Walikale, Masisi, Beni et Lubero au Nord Kivu. L'accord de financement a été signé le 28/janvier/2016 entre le FIDA et la RDC, pour une période de 9 ans.

Le projet a connu deux ans de retard de démarrage, et son lancement effectif est intervenu en Novembre 2018 à Kinshasa et en Décembre de la même année à Goma.

La mise en œuvre du projet s'appuie sur des organisations paysannes et des organisations non gouvernementales ainsi des services publics provinciaux, qui ont tous la responsabilité de mettre en œuvre les activités dans la zone du projet à faveur des petits producteurs agricoles.

1.1. GROUPE CIBLE

Le groupe cible du projet est constitué de 33 400 ménages des petits producteurs agricoles vivant dans la classe des producteurs pauvres (qui exploitent au plus 1 Ha) et qui bénéficient directement de l'appui du projet. Ces bénéficiaires sont répartis en quatre filières agricoles de la manière suivante :

- (i) 4000 producteurs de pomme de terre : dans les territoires de Lubero, de Nyiragongo et de Masisi sous la facilitation d'une organisation chef de file, le « SYDIP »,
- (ii) 5000 producteurs de maïs dans le territoire de Rutshuru sous la facilitation d'une organisation chef de file : la « COOCENKI »,

- (iii) 5600 producteurs de riz dans le territoire de Beni sous la facilitation d'une organisation chef de file : « la LOFEPACO »,
- (iv) 5000 producteurs pour la filière Riz dans le territoire de Walikale, une organisation paysanne sera sélectionnée dans un proche avenir,
- (v) 13 800 producteurs de Café en territoire de Beni, Lubero et Rutshuru sous la facilitation d'une organisation chef de file « RIKOLTO »,

1.2. OBJECTIFS du PASA NK

- **L'objectif principal** du PASA-NK est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et les revenus des ménages impliqués dans le projet,
- **L'objectif de développement** du Projet est d'améliorer la productivité et la rentabilité de 4 cultures (maïs, riz, pomme de terre et café arabica) pratiquées par les petits producteurs/rices.

1.3. LES COMPOSANTES ET SOUS COMPOSANTES

Le Projet Repose sur trois composantes :

(i) la composante 1 *Soutien au développement des capacités des acteurs d'appui aux filières agricoles ;*

Sous-composante 1.1: le développement des services économiques des OP. Cette sous-composante couvre les investissements dans les maillons : production, la collecte/ stockage, et la transformation/commercialisation de maïs, riz, pomme de terre et café arabica. Les activités de cette sous composante sont mise en œuvre par quatre organisation paysannes chef de file à savoir : la COOCENKI, le SYDIP ; la LOFEPACO et RIKOLTO. Un contrat annuel est signé entre chaque organisation et le PASA NK.

Sous-composante 1.2: le renforcement institutionnel des OP. Cette sous-composante sera mise en œuvre par la FOPAC/CONAPAC qui bénéficiera de l'appui/accompagnement de Collectif Stratégies Alimentaires, CSA (qui appuie la FOPAC depuis des années), dans la mise en œuvre de certaines activités de plaidoyer

Sous-composante 1.3: l'appui au secteur public. Les activités de cette sous-composante sont exécutées par les services étatiques en lien avec l'agriculture et le développement rural a l'occurrence l'IPAPPEL, l'IPDRAL, le SENASEM, l'ONAPAC Goma et Beni, le CAPSA Luotu et l'Université catholique du Graben, « UCG-Butembo ».

Les activités principales concernent les prestations des services publics en faveur des producteurs agricoles notamment la vulgarisation agricole, les supervisions périodiques, la certification des semences, le développement des nouvelles variétés des semences dans les 4 filières, la formation des producteurs sur la GIFS, l'animation rurale et de suivi des Champs Ecoles Paysans en collaboration avec FAO, l'organisation des enquêtes annuelles de validations des données.

(ii) la composante 2 Appui aux infrastructures rurales ;

Sous-composante 2.1: Réhabilitation des voies de desserte agricole, par la méthode HIMO, de 416 km de pistes avec une répartition par bassin de production et par territoire. L'OVDA est le partenaire clé pour la mise en œuvre de ces activités avec un Assistant au Maître d'ouvrage. Les travaux mécanisés seront réalisés à des endroits spécifiques. Une étude technique des pistes rurales retenues est prévue comme un préalable au démarrage des travaux de réhabilitation des voies de dessertes agricoles.

Sous-composante 2.2: Renforcement des capacités de l'Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA) consiste en : (i) l'affectation d'une équipe de la DVDA au PASA-NK, (ii) la formation des ingénieurs de l'OVDA ainsi que des chefs d'équipe des attributaires chargés de l'entretien routier, (iii) la supervision des travaux de réhabilitation, (iv) la construction du siège de la OVDA (100 m²) dans la concession de l'IPAPEL ; et (v) l'équipement en moyens de locomotion

(iii) la composante 3 Gestion et coordination du Projet : Le projet est géré par une Unité de coordination basée à Goma sous la supervision d'un Coordonnateur assistée d'un staff composé de 15 experts nationaux. Le SNSA est chargé de superviser les études de base, Mi-parcours et finale ainsi que des études périodiques pour la validation des données de production.

1.4. De la stratégie de mise en œuvre des activités

Le PASA NK collabore avec les partenaires locaux composé des organisations paysannes et les services publics provinciaux pour la mise en œuvre des activités. Ces partenaires sont alignés selon leur expertise et spécialité dans des domaines spécifiques d'activités.

Ainsi, toutes les activités de production agricole, stockage, transformation, commercialisation et accès au financement rural sont mise en œuvre par les organisations paysannes chef de file.

Les activités de renforcement des capacités des organisations paysannes sont mises en œuvre par une structures faitière dénommée « FOPAC : Fédération des organisations des producteurs agricoles au Congo, siège du Nord Kivu »,

Quant à la vulgarisation agricole et l'accompagnement technique des producteurs, ce sont les services publics ayant eu lien avec l'Agriculture qui assurent cette mission.

Chaque année, un contrat d'exécution des activités est signé avec chaque partenaires avec des indicateurs clairs sur la production et les activités de renforcement des capacités. Des fonds sont mis à leur disposition pour la réalisation des activités.

2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION

Le projet PASA NK appuie l'intensification de la production agricole du maïs, de la pomme de terre, du riz et du café Arabica et celles de post récolte pour ces quatre cultures. Cette production agricole est pratiquée dans les ménages de bénéficiaires à travers leurs exploitations agricoles dont la superficie par bénéficiaire est de 10 ares pour la pomme de terre, 50 ares pour le Maïs, le Riz et le Café.

L'appui du projet à chaque bénéficiaire dans sa filière respective est constitué de la semence : 200kg pour la pomme de terre, 15kg pour le Maïs, 30kg pour le Riz. Pour la filière café, l'appui

est focalisé sur l'organisation des caféiculteurs autour des Micro Stations de lavage de café, le rajeunissement, la correction de la densité dans les plantations des producteurs et l'installation des nouvelles plantations de café.

Conformément à la vision du Gouvernement, le PASA-NK vise à développer de véritables chaînes de valeurs viables, autour de 4 spéculations agricoles précitées, en associant les opérateurs privés de marché aux petits producteurs, aux structures de financement et en renforçant les capacités des services publics à apporter leur soutien technique et de régulation.

En réponse à sa priorité, le PASA-NK à travers la politique du FIDA, recommande qu'une attention plus soutenue soit accordée aux risques d'ordre climatique et à la résilience en la matière, afin de gérer les chocs en rapport avec l'environnement et les ressources naturelles. Une analyse profonde de la vulnérabilité climatique pourra contribuer à améliorer le ciblage des interventions afin d'inclure les groupes cibles les plus vulnérables et les moins résilients pour enfin :

- Accroître les investissements de développement face aux dangers d'origine climatique ;
- Accroître la résilience des résultats du développement ;
- Eviter les interventions d'investissement qui augmentent involontairement la vulnérabilité aux dangers climatiques à long terme.

La notion d'adaptation des communautés aux changements climatiques soulève trois principaux défis à savoir (i) la prise de conscience du caractère effectif de l'impact des changements climatiques sur les modes de vie et les systèmes de production ; (ii) la perception de l'ampleur de ses effets ; et (iii) l'existence de stratégies d'adaptation endogènes. Le PASA-NK à travers cette étude propose de se pencher sur l'analyse de ces défis dans sa zone d'intervention.

3. OBJECTIF DE LA MISSION

3.1. Objectif global

Globalement, l'étude a pour objet de faire une analyse de la vulnérabilité des moyens d'existence aux changements climatiques en mettant l'accent sur les groupes les plus exposés (impacts différenciés) et de documenter les innovations et les pratiques paysannes d'adaptation et de résilience au changement climatique.

3.2. Objectifs spécifiques

Spécifiquement, l'étude de vulnérabilité climatique, socio-économique, culturelle et écologique permettra de :

- Identifier et analyser les effets des changements climatiques sur les moyens d'existence ;
- Etablir une typologie des exploitations sur la base de leur niveau de résilience aux effets du changement climatique ;
- Faire un état des lieux des bonnes pratiques et des savoirs endogènes pour l'adaptation aux changements climatiques ;
- Proposer d'autres mesures d'adaptation pour améliorer la résilience des moyens d'existence.

leg

4. DESCRIPTION DES SERVICES A FOURNIR

Le cabinet/bureau d'étude a pour mission d'analyser :

- La présence de dangers d'origine climatique dans la zone cible du projet PASA-NK (en incluant une analyse historique des types de danger, de leur intensité, de leur fréquence et des pertes et dommages associés) ;
- L'exposition physique des moyens d'existence, des écosystèmes et des infrastructures essentielles aux dangers climatiques les plus fréquents, en différents points (cartographie des "points chauds") ;
- Les caractéristiques clés qui déterminent la sensibilité des moyens d'existence, des écosystèmes et des infrastructures essentielles dans la zone cible face aux dangers climatiques les plus fréquents (analyse de sensibilité).

Outre cette analyse de base de la vulnérabilité, le cabinet devra présenter une synthèse :

- De l'impact prévu du changement climatique dans la zone cible, sur la base d'ensembles représentatifs de modèles et de scénarios climatiques ;
- Des recommandations préliminaires sur la manière dont les risques climatiques dans la zone cible peuvent être abordés dans le cadre d'un programme d'investissement de plus grande ampleur ;
- Les bonnes pratiques et des savoirs endogènes pour l'adaptation aux changements climatiques tout en proposant d'autres mesures d'adaptation pour améliorer la résilience des systèmes agricoles.

5. ORIENTATIONS METHODOLOGIQUES

Sous la supervision générale du Coordonnateur National, le cabinet/bureau travaillera sous la responsabilité directe de l'Expert environnement avec l'appui du Responsable en charge des Aspects Agronomiques et Recherche Appliquée et du Responsable Suivi-Evaluation dans les travaux de terrain. Les interviews participatives et les focus groups seront conduits directement par les consultants.

Au démarrage de la mission, l'équipe des consultants du cabinet/bureau d'étude présentera à l'Unité de Coordination du Projet (UCP), la méthodologie de l'étude pour validation ainsi qu'un calendrier général pouvant être révisé selon les besoins et conditions du projet. Cinq (5) jours avant la fin de l'étude, l'équipe des consultants fournira un rapport provisoire.

Les observations fournies lors de la réunion de restitution et celles transmises par le FIDA seront prises en compte dans les versions finales des rapports dus. Ces derniers devront être disponibles à la fin de la mission.

En cas où les analyses laboratoires sont requises pour certains résultats, le cabinet devra l'inclure dans la note méthodologique

6. TACHES, RESULTATS ET PRODUITS ATTENDUS

Le cabinet/bureau d'étude entreprendra les tâches suivantes :

6

- Analyse du contexte spécifique du territoire concerné, y compris sa géographie, sa démographie, son économie et ses ressources naturelles.
- Définition clairement les objectifs de l'étude, tels que l'évaluation de la vulnérabilité, l'identification des pratiques existantes et la documentation des innovations.
- Rassembler des données sur les moyens d'existence, les pratiques agricoles, les infrastructures et les ressources locales.
- Utilisation des méthodes qualitatives et quantitatives pour évaluer l'exposition et la sensibilité au changement climatique.
- Utilisation des indicateurs pour évaluer la vulnérabilité des moyens d'existence.
- Identifier les groupes les plus vulnérables et les facteurs de risque.
- Documenter les pratiques existantes d'adaptation et de résilience, telles que les techniques agricoles durables, les systèmes d'irrigation, etc.
- Mettre en évidence les innovations locales qui renforcent la résilience.
- Utilisez des indicateurs pour évaluer la vulnérabilité. Ces indicateurs peuvent inclure:
 - o **Exposition:** Quelle est la probabilité que le territoire soit touché par des événements climatiques (par exemple, inondations, sécheresses, tempêtes) ?
 - o **Sensibilité:** Comment les moyens d'existence sont-ils affectés par ces événements ?
 - o **Adaptabilité:** Quelles mesures d'adaptation sont en place ou peuvent être mises en œuvre ?
 - o **Résilience:** Dans quelle mesure le territoire peut-il se rétablir après un choc climatique ?
-
- Recueil et synthèse des cartes et données biophysiques et socioéconomiques disponibles au niveau ciblé (national, provincial ou district) ;
- Topographie de surface ;
- Hydrologie de surface (réseau hydrographique, bassins versants, indice d'hydratation superficielle) ;
- Zones inondables ;
- Carte d'utilisation du sol ;
- Couverture végétale (y compris les couches boisées et herbacées) et – si l'information est disponible – évolution de la couverture végétale (résolution minimum : 250 m) ;
- Variables pluviométriques (nombre de jours de précipitations, agressivité pluviométrique, précipitations annuelles moyennes) ;
- Variables de température (écarts annuels de température, températures minimum/maximum) ;
- Infrastructure (réseaux routiers, systèmes d'irrigation, routes rurales à risque d'inondation ou/et d'érosion) ;
- Recueil et analyse des données météorologiques historiques afin de présenter l'évolution et la fréquence des dangers ;
- Recueil et analyse des données concernant les pertes et les dommages en rapport avec des dangers d'origine climatique ;
- Le cas échéant, vérification des résultats sur le terrain par le biais de discussions avec les parties prenantes locales dans les "points chauds" de risque climatique ;
- Recueil et analyse des bonnes pratiques et des savoirs endogènes pour l'adaptation aux effets du changement climatique.

La mission du cabinet/bureau d'étude devrait aboutir aux **résultats suivants** :

A. Dépistage des normes PESEC

4

- Un état de prise en compte des principales normes du PESEC dans les activités du projet.

B. Principaux axes de moyens d'existences durables de la communauté

- Un inventaire des principaux axes de moyens d'existence de la communautés et liens avec les variabilités climatiques dans la zone.

C. Analyse des effets du changement climatique sur les moyens d'existences

- Un ensemble de cartes de référence géo-référencées (carte topographiques, usage du sol,...) et compatibles avec les Systèmes d'Information Géographique (SIG) montrant l'exposition et la sensibilité des systèmes vulnérables de moyens d'existence dans la zone cible face aux chocs et aux stress climatiques prédominants ;
- Une analyse des scénarios disponibles en matière d'évolution future du climat dans la zone du projet. Si besoin est, cette analyse peut être fondée sur l'élaboration de modèles climatiques régionaux à une échelle inférieure à 50 km, sur la base d'une réduction, statistique ou dynamique, de la résolution. L'analyse de l'impact du changement climatique devrait reposer sur un ensemble représentatif de modèles climatiques et se focaliser sur les conséquences pour le contexte de la programmation (par exemple, impact du changement climatique et incidences sur la production, la récolte et les activités après récolte, l'accès aux marchés, les caractéristiques du paysage au sens plus général) ;

D. Les innovations et les pratiques paysannes d'adaptation et de résilience au changement climatique

- Documentation des innovations et pratiques paysannes d'adaptation et de résilience au changement climatique développées par la communauté pour faire face au changement climatique.

E. Plan d'actions

- Des recommandations seront formulées en plan d'actions ayant pour buts la réduction des risques face aux événements extrêmes et l'adaptation à la variabilité et au changement climatiques. Ces recommandations devraient comporter des pratiques et des technologies spécifiques visant à accroître la résilience face au climat des productions agricoles ou des systèmes de filières ciblés, et devraient être vérifiées par des consultations avec les principales parties prenantes in situ pour solliciter des recommandations venant de la base et valider les conclusions de l'analyse.

Sur la base du travail et de l'analyse ci-dessus, le cabinet/bureau d'étude fournira au projet les produits livrables suivants :

- La note méthodologique au début de la mission ;
- Un rapport technique détaillé faisant état du niveau de prise en compte des normes PESEC, Principaux axes de moyens d'existences durables de la communauté, Analyse des effets du changement climatique sur les moyens d'existences, Les innovations et les pratiques paysannes d'adaptation et de résilience au changement climatique ainsi que une carte de vulnérabilité avec une évaluation préliminaire des emplacements particulièrement vulnérables dans la zone du projet, compte tenu de l'actuelle variabilité climatique et du changement climatique prévu. Cette carte devrait permettre un classement par ordre de priorité des zones géographiques à



retenir pour les interventions du projet. L'ensemble de cartes de référence ayant servi à l'élaboration de cette carte de vulnérabilité devra être jointe en annexe à l'analyse ;

- Un court rapport analytique (10 pages au maximum) comprenant un ensemble de recommandations préliminaires sur les mesures proposées pour réduire les risques et vulnérabilités climatiques dans le contexte du projet proposé.
- Plan d'actions découlant des principales recommandations

7. PROFIL DE L'EQUIPE DES CONSULTANTS

Le cabinet/bureau d'étude devra présenter un pool de consultants pluridisciplinaire préconstitué pour réaliser l'étude. L'équipe des consultants devrait avoir : (i) un niveau master au minimum et une expérience d'au moins 5 ans dans les domaines ; (ii) une expérience antérieure de la conduite d'évaluations du risque et de la vulnérabilité ; (iii) une expérience antérieure des méthodes participatives de consultation à base communautaire ; (iv) une profonde compréhension des risques climatiques et de catastrophe en RDC , y compris les politiques, stratégies et cadres généraux existants de gestion du risque ; (v) une bonne connaissance en moyens d'existence et la connaissance de la zone du projet est un atout.

Une équipe multidisciplinaire comprenant des experts en climatologie, des spécialistes de la collecte de données, des analystes et des communicateurs est essentielle pour mener à bien cette étude.

Il sera mobilisé une équipe composée de personnes (4) ayant les profils suivants :

- Un environnementaliste ou équivalent, spécialiste en économie des changements climatiques ; expérience démontrée en matière de réduction des risques de catastrophe, de gestion du risque climatique, d'adaptation aux changements climatiques ou de gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; une expérience en la réalisation d'au moins 5 études similaires ; une connaissance complémentaire ; une notion sur la question du genre est un atout.
- Un géographe et/ou spécialiste de système d'information géographique (SIG) ; expérience de la cartographie basée sur les SIG et de la gestion des données géoréférencées ; bonne connaissance des concepts, modèle et scénarios de changement climatique ; une expérience attestée dans des activités de consultations connexes (au moins 3 missions similaires) ;
- Un spécialiste en agronomie et/ou en économie rurale ayant une connaissance sur le programme de développement rural et expérimenté dans les techniques d'évaluation de la vulnérabilité des moyens d'existence. Il doit avoir une expérience avérée sur les moyens d'existence (au moins 3 missions similaires).
- Un Sociologue. Il doit avoir une expérience avérée dans l'évaluation sociologique et socioculturelle (au moins 3 missions similaires) ;
- Un Hydrobiologiste. Il doit avoir une bonne expérience en analyse de la qualité physico chimique des eaux (au moins 2 missions similaires).

8. ECHEANCIER

Les activités seront réalisées sur une période de **10 semaines** entre octobre et mi-décembre et comprendront la documentation, les missions sur le terrain en territoire de Beni, Lubero, Masisi, Walikale, Nyiragongo et Rutshuru, des consultations et des



9. REACTIVITE

Des réponses en temps opportun aux demandes de l'UCP font partie du service standard au client du contractant. L'UCP sera tenue informée en permanence de tout événement important qui se produirait dans les services du contractant, et qui pourrait affecter la prestation de ses services.

10. METHODE DE SELECTION

Le Consultant/Bureau d'études sera sélectionné selon la méthode de Sélection fondée sur la Qualité et le Coût conformément aux politiques exposées en détail dans la dernière version des Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets qui ont été établies par le FIDA et approuvées par le Conseil d'administration du Fonds, ainsi que dans le Guide pratique de passation des marchés du FIDA consultable sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>

11. CRITERES D'EVALUATION DE L'OFFRE DU CONSULTANT

	Points
I. Expérience spécifique de la société de conseil en rapport avec la mission :	10
1. <i>Etre un Bureau d'études spécialisé dans le domaine des études climatiques ayant une expérience d'au moins cinq (5) ans dans le domaine d'analyse de la vulnérabilité des moyens d'existence aux changements climatiques et pratiques paysannes d'adaptation et de résilience au changement climatique (1- 5 ans 1 point, 5 – 10 ans 2 points).</i>	2
2. <i>Avoir réalisé, de façon satisfaisante, au moins 3 missions d'analyse de la vulnérabilité des moyens d'existence aux changements climatiques et pratiques paysannes d'adaptation et de résilience au changement climatique dont au moins un en Afrique centrale équatoriale (2 points par référence).</i>	6
3. <i>Avoir une bonne maîtrise de la zone géographique du projet pour y avoir réalisé au moins deux études sur n'importe quel domaine (1 point par référence).</i>	2
II. Adéquation et qualité de la méthode et du plan de travail proposés au regard du mandat :	30
1. <i>Compréhension de la mission</i>	5
2. <i>Méthodologie proposée</i>	20
3. <i>Plan de travail proposé (Cartogramme d'intervention des experts)</i>	5 5
III. Qualifications et compétences des principaux experts pour la mission :	60
1. <i>Un Chef de Mission (Expert Environnementaliste, spécialiste en changement climatique)</i>	15
2. <i>Un Expert Cartographe spécialiste en SIG et/ ou en géographie physique</i>	15
3. <i>Un Expert en Agronomie et/ ou en économie rurale et/ ou en développement rural</i>	10
4. <i>Expert Sociologue</i>	10
5. <i>Expert Hydrobiologiste</i>	10

Le nombre de points à attribuer pour chacune des fonctions susmentionnées sera déterminé au vu des trois sous-critères ci-après et de leur pondération respective :

1) <i>Qualifications générales (études, formation et expérience générales):</i>	30%
2) <i>Adéquation pour la mission (études, formation et expérience en rapport avec le secteur ou avec des missions similaires):</i>	60%
3) <i>Expérience pertinente dans la région (maîtrise professionnelle de la ou des langues locales/ connaissance de la culture locale ou du système administratif, de l'organisation des instances gouvernementales, etc.):</i>	10%
Pondération totale: 100%	
IV. Programme de transferts de connaissances (formation) (pertinence de l'approche et de la méthode) : N/A	
Nombre total de points pour le critère IV:	0
V. Inclusion de nationaux parmi les principaux experts : N/A	
Nombre total de points pour le critère V:	0
Nombre total de points pour les cinq critères :	100

12. Les filières concernées et leur localisation

L'étude portera sur 4 filières agricoles promues ci-après :

NO	Filière et partenaire	Localisation
1	Maïs avec COOCENKI (Coopérative Centrale du Kivu)	Territoire de Rutshuru
2	Riz avec la LOFEPACO (Ligue des Organisations des femmes paysannes au Congo) et RIKOLTO	Respectivement en Territoire de Beni et de Walikale
3	Pomme de terre avec le SYDIP (Syndicat de défense des Intérêts paysans)	En territoire de Lubero, Masisi et Nyiragongo
4	Café arabica avec le RIKOLTO	En territoire de Beni, Lubero et Rutshuru.

13. APPORT DU CLIENT

Le client mettra à la disposition du Prestataire un espace de travail au sein de la Coordination du projet pendant la période de travaux de la revue documentaires de séance de cadrage selon le cas. Au niveau de terrain, le Prestataire travaillera en étroite collaboration avec les partenaires de mise en œuvre des activités.

14. BORDEREAU DES PRIX EN DOLLARS AMERICAINS (à mettre dans la DP)

4

Le Prestataire devra renseigner le tableau ci-après dans son offre comprenant les frais honoraires et les frais remboursables engagés par le Consultant :

N°	Libellé des grandes étapes	Livrables	Echéance	Sous activités	Quantité	Coût unitaire	Coût total
1	Revue documentaires et collectes de données	Rapport de demurrage validé					
2	Rédaction du rapport d'analyse situationnelle	Rapport d'analyse situationnelle					
3	Restitution des résultats	Rapport de la restitution des résultats avec les principales recommandations formulées					
4	Rédaction et soumission de rapport final Validation des rapports	Rapport final avec les annexes (plan d'actions, cartes, ...)					

Ainsi fait à Goma, le 18/07/ 2024

Dr MASIRIKA MATUNGURU Joseph (PhD)

